
Un enjeu essentiel: la démocratie

Entretien avec

Noureddine Saadi

Universitaire et écrivain, Noureddine Saadi a longtemps milité en Algérie au sein d'organisations syndicales et d'associations, notamment le Comité algérien contre la torture dont il fut le cofondateur. Auteur de plusieurs essais dont *Femmes et loi en Algérie* (Le Fennec, 1991), *Normes, sexualité, reproduction* (en collaboration avec Marouf, L'Harmattan, 1997) et d'un roman, *Dieu le fit* (Albin Michel), qui a obtenu le prix Kateb Yacine en 1996, Noureddine Saadi est actuellement maître de conférences à l'Université d'Artois où il enseigne le droit constitutionnel et la science politique, après avoir été professeur à l'Université d'Alger.

— Comment et pourquoi avez-vous quitté l'Algérie? Avez-vous été personnellement (ou votre entourage) touché par la violence? De quelle nature? D'où venait-elle?

Je n'avais, comme la plupart de ceux qui ont dû partir, jamais envisagé de quitter le pays malgré de très nombreuses occasions, comme le séjour de deux années en France dans les années 80 pour la rédaction d'une thèse. Je voyageais assez souvent à l'étranger et n'ai jamais eu, de ce fait, de sentiment d'enfermement en Algérie. Ce fut donc douloureux de partir, de fuir en quelque sorte. Cela est venu après des menaces et dans la peur, la peur de la peur, la maladie de la mort, cette mort qui a commencé dès avril 1993 à frapper les amis, puis les intimes. Ces moments où nous étions au cimetière deux à trois fois par semaine, accompagnant l'un des nôtres et ressortant livides, muets, avec la lancinante question que l'on tait: Qui sera le suivant? L'effervescence d'octobre 88, après plus de vingt ans de travail dans un parti clandestin ou dans des organisations sociales d'étudiants (qui m'ont valu la prison sous Boumediène) ou plus tard dans des syndicats, des

Printemps 1998

associations, des organismes de droits de l'homme, le combat des femmes pour l'égalité, tout cela avait créé l'ivresse démocratique!

Je me souviens encore de ces très beaux combats au sein du Comité algérien contre la torture ou de nos dernières mobilisations avec le Comité pour la vérité sur l'assassinat de Djaout. Et il faut bien le constater: Belkhandin, Boucebir et tant d'autres qui en étaient les compagnons ou les principaux animateurs ont été tués. Oui, nous dérangions autant ceux au sein du pouvoir qui avaient tant intérêt à nous voir partir que les islamistes qui considéraient notre combat pour la démocratie, la laïcité ou l'égalité des sexes comme les pires des abjections. Puis, un jour, votre enfant vous dit : "Papa, j'ai peur qu'on te tue!" et s'installe en vous la peur dans la rue, en sortant de chez vous, l'horreur de la lame sur la gorge sans que vous sachiez jamais qui tient le couteau, ni le visage du commanditaire. Alors oui, on s'en va! Puis, c'est l'exil, accompagnant la séparation, le sentiment de culpabilité, la peur pour ceux que vous laissez là-bas, la course ici pour les "papiers", le boulot... Un jour, vous apprenez que de l'autre côté du muret de votre maison, vos voisins, dont des enfants jouaient avec les vôtres, ont été égorgés comme d'autres, des milliers d'autres. Et vous n'aspirez qu'à une chose: que ça cesse! Que le sang s'arrête de couler! Il ne vous reste que parler, essayer de comprendre, de faire comprendre en répondant à toutes les sollicitations, à toutes les conférences-débats ou alors, à écrire. Le plus souvent, cela passe par la fiction, ce besoin du détour par l'imaginaire pour dire sa douleur. Peu à peu, vous domestiquez ce mot: l'exil... Je crois que cela se passe ainsi pour beaucoup d'entre nous.

Un journaliste français a écrit qu'on se trouve devant "une terreur qui n'a ni nom, ni visage, ni raison" et la grande question dans les journaux était, ces derniers temps: "Qui tue en Algérie? Qu'en pensez-vous?"

Il ne peut y avoir de sang-froid réflexif face à l'horreur, au degré de barbarie des derniers égorgements, devant le corps de ce bébé éventré dont les entrailles ont garni un olivier comme un arbre de Noël! Quelque chose d'effroyable et, oui, d'innommable est mis en œuvre qui laisse tout observateur (sans parler de ceux qui subissent cette violence!) dans le saisissement. Il y a quelque chose de profondément pathologique dans ce degré et ces formes de violence. Je ne crois pas cependant que cela doive nous conduire à abdiquer. Car c'est une guerre, non pas une guerre civile, à l'instar de ce qui se passe en Afghanistan ou s'est passé au Rwanda et en Bosnie, car la violence n'oppose pas entre eux des groupes sociaux, idéologiques, culturels, ethniques ou politiques, c'est une guerre intérieure, conduite par les groupes islamistes contre le pouvoir et contre la société en vue de terroriser les gens afin de leur imposer leur hégémonie. Mais c'est un combat plus complexe, plus opaque car il met en jeu à la fois le pouvoir, l'Etat, mais également tous les fondements de la société. Au départ, les protagonistes dans la violence étaient l'armée (et ses services de sécurité) et les islamistes armés. Peu à peu, cela s'est diversifié et beaucoup

d'ingrédients se sont accumulés, au risque d'un dérapage généralisé. Les villageois, qu'ils aient été ou pas sympathisants de groupes islamistes en 1992, ont pris les armes pour défendre leur honneur et leur vie, encouragés ou instrumentalisés d'ailleurs par le pouvoir. On peut comprendre le désir d'auto-défense. Mais il atteste de l'incapacité de l'Etat à assumer sa fonction première qui est d'assurer la sécurité et la protection des citoyens. De même, on pourrait comprendre que des militaires ou des policiers n'oublient pas leurs amis tombés sous les balles et les lames des terroristes, mais leur action préfigure déjà la "dîme du sang". Alors, pour revenir à votre question, il me paraît clair, évident et massif — sauf si des preuves concrètes étaient apportées du contraire — que ce sont les islamistes qui tuent. D'ailleurs, ils le revendiquent et ils signent, de même que les rescapés les désignent nommément.

Créer le doute sur cela doit avoir d'obscures raisons politiques pour ceux qui aspirent à les amener à une table de négociation, de même que les tardives condamnations, à voix basse, par les dirigeants du FIS ne doivent pas tromper! Il fut un temps où un de leurs leaders, Haddam, a revendiqué de Washington l'assassinat de Boucebcî. Ceci dit, il ne faut pas non plus être dupe: le pouvoir qui tente, avec succès lors de l'élection de M. Zeroual à la présidence, la stratégie du "Moi ou le GIA!" a certainement de lourdes responsabilités: celles de laisser faire pour amener les populations à se soulever contre les islamistes armés et à prendre parti contre eux dans le conflit, ou pour susciter l'émotion de l'opinion publique nationale et internationale. Ajoutons que, dans le cycle terrorisme-répression, des exactions sont commises contre les jeunes et la population. Les manifestations des mères de disparus ou les informations données par les organisations humanitaires internationales sur les tortures, les assassinats, les arrestations, en dehors du cadre légal, par les forces de l'ordre, prouvent que des meurtres sont commis également de ce côté. Enfin, faut-il encore rappeler l'assassinat du président Boudiaf, attribué à des islamistes, jamais élucidé, malgré des commissions d'enquêtes et un procès, et dont tout porte à croire qu'il a été commandité par des forces du pouvoir? D'ailleurs la tradition de l'assassinat politique remonte aux règlements de comptes lors de la guerre de Libération, dont le plus connu fut l'assassinat d'Abane Ramdane. Depuis, la liste des crimes politiques est longue. Je ne doute pas que certains des assassinats actuels aient été commandités par le pouvoir. C'est cela, je crois, qui rend la situation plus opaque. La question essentielle de toute guerre est dans ses enjeux.

— *Comment situez-vous ces enjeux et quelle est, selon vous, la responsabilité du pouvoir dans la situation actuelle?*

La terreur, la cruauté inqualifiable des égorgements à la hache, à la scie, les voitures piégées, les assassinats collectifs, les viols de femmes, ont

Printemps 1998

évidemment quelque chose de pathologique, mais leurs véritables enjeux sont politiques. L'islamisme politique a un bras armé. Il poursuit un but stratégique: la prise du pouvoir. Pour cela, il agit à la fois contre le pouvoir en place appelé le *taghout* (tyran) et contre la population. Il s'agit de briser toute résistance, d'imposer sa loi, de racketter. L'Etat porte sa responsabilité dans les causes profondes qui ont engendré ce conflit. Car l'islamisme politique a certes des causes et des protections internationales, et il n'est pas fortuit qu'il apparaisse au même moment en Iran, en Afghanistan, au Soudan, en Egypte, en Tunisie, au Maroc ou en Palestine, pour ne citer que les situations les plus évidentes. Il a été encouragé par les puissances occidentales comme "cordon de sécurité face à l'URSS" et comme fer de lance contre le mouvement national par le biais de l'Arabie Saoudite notamment. Mais le terreau est propre à l'Algérie: la mal-vie, l'exclusion, la corruption ou d'autres causes plus fondamentales sur le plan culturel. Les oppositions linguistiques arabophones/francophones, le désir de la langue et de la culture berbères, manipulés et instrumentalisés par le pouvoir, ont conduit les arabisants à n'avoir en général comme débouchés que l'enseignement ou l'assujettissement aux appareils du parti unique, le FLN. L'enseignement a été laissé aux forces les plus rétrogrades qui feront le lit du FIS. Bien plus, le pouvoir utilisera l'islamisme politique montant dans les années 80 pour combattre la gauche et les démocrates. Cela s'est passé ainsi dans la plupart des pays musulmans comme en Egypte, au Maroc ou en Tunisie, et même en Israël qui a utilisé Hamas contre l'OLP. De même qu'après l'éclatement du conflit en 1993, toute la stratégie du pouvoir a consisté d'abord à sauver et pérenniser son système. En cherchant à récupérer les thèmes islamistes tout en combattant militairement le terrorisme islamiste, en tentant de construire un nouveau système politique national-islamiste, en bafouant les valeurs démocratiques par le monopole de la TV et de la radio, la répression contre la presse libre, le trucage électoral, le pouvoir poursuit cette vieille tactique si bien décrite dans le Guépard: "Il faut que ça change pour que rien ne change!"

Au fond, on change d'orientation et de doctrine, le libéralisme succédant au "socialisme" mais pas de pouvoir, c'est-à-dire cette forme de gouvernement autoritaire de la société. On accepte un multipartisme de façade à condition que cela n'aboutisse pas à l'alternance. La constitution est ainsi balisée pour cela et le système politique verrouillé. Toutefois, il ne s'agit pas d'absoudre l'islamisme politique de sa nature et de ses crimes. Les islamistes n'ont jamais adhéré à la démocratie. Je rappelle que Rabah Kebir, présenté comme un "islamiste ouvert", déclarait encore fin 1994 à la revue allemande *Tango*: "*Le régime islamiste qu'instaurera le FIS organisera des élections, mais les partis et leur programme doivent être conformes aux lois et les lois bien sûr, ce n'est pas un secret, c'est la chari'a islamique*". On ne peut être plus clair!

— *Oui, mais l'on dit que le recours aux armes par les islamistes est dû à l'interruption des élections législatives de 1992...*

La question du déclenchement n'a plus d'intérêt aujourd'hui. Il faut rappeler que dès 1984, les islamistes étaient au maquis, que des attentats contre des jeunes ou des femmes ont été commis par eux dès 1985, puis en 1990-91, de même que les attaques de casernes ont été commises à Alger et Oulmar avant même les élections. Je n'ai jamais, pour ma part, appelé à l'interruption du processus électoral, mais il faut bien se convaincre qu'avec à peine plus d'un quart des voix des inscrits, le FIS allait imposer sa dictature et qu'il avait d'ailleurs prévenu que les élections ne lui servaient qu'à acquérir le pouvoir. Regardons les choses de plus près. L'islamisme politique vise un objectif, la *dawla islamya*, c'est-à-dire un Etat totalitaire et que ce soit au Soudan, en Iran, en Afghanistan ou en Turquie, il agit toujours en fonction de la "théorie de la ruse en politique", clairement affirmée par Abassi Madani, avec deux fers au feu : les urnes et les armes, alternatives ou cumulées. La question simple face à laquelle chacun doit se déterminer est: pour ou contre l'Etat islamique? Son corollaire : pour ou contre la démocratie?

— *Quelle issue envisagez-vous dans cette situation?*

Un cycle se termine en Algérie, un cycle d'une histoire longue et un autre naît dans les convulsions. L'enjeu essentiel en est la démocratie comme forme de relations sociales. Après une constitution taillée pour le pouvoir, le verrouillage du système politique et les convulsions de la forme armée de l'islamisme, qui n'a plus de perspectives historiques, même s'il continue à frapper, il y a l'issue que je vois se dessiner et que je crains, et également l'issue que je souhaiterais pour mon pays et qui conduit mon action. Le "contrat de Rome" et toutes les tentatives actuelles de le ressusciter me paraissent vaines. Sant Egidio, que je n'ai pas approuvé, était inéluctablement une voie d'échec car c'était l'alliance contre nature par excellence. Entre le FFS, que je considère comme un mouvement aspirant à la démocratie, un FLN rangé dans l'opposition pour se faire une virginité, et que l'on reverra plus tard retrouver sa fonction d'auxiliaire du pouvoir, et le FIS en quête d'une "reconnaissance démocratique", il ne pouvait s'agir ni d'une alternative ni d'une issue à cette crise. Trop de forces vives et démocratiques en Algérie n'ont pas marché, fort heureusement, dans ce mariage de "la carpe et du lapin". Mais le pouvoir qui a tout fait pour briser la stratégie de Rome a agi, pour ses propres intérêts, de la même manière en négociant plus ou moins secrètement avec Abassi Madani et le bras armé du FIS, l' AIS. Il vise à construire une alliance islamo-nationaliste, déjà préfigurée à l'Assemblée et au gouvernement, avec le FLN, le RND et tous les débris d'"une famille révolutionnaire" construite de brique et de broc dans tous les opportunistes. Cette recomposition politique ne résistera pas, à

Printemps 1998

mon avis, aux faits: une crise économique qui reste tributaire du marché des hydrocarbures: une lutte sauvage pour l'appropriation des biens publics privatisés, pour le contrôle de la rente; une crise sociale proche de la révolte de la rue; une crise morale, idéologique et politique qui met en travail toutes les questions de la société : le rapport au religieux, la place des femmes, la corruption, la justice sociale, les questions d'identité culturelle, etc. Autant de problèmes non résolus que le pouvoir ne peut plus régler par l'instrumentalisation et la répression, et qui sont gros des risques à venir.

L'autre alternative, présente dans la société, serait que le mouvement démocratique, qui est une aspiration plus forte que les partis qui l'expriment aujourd'hui, divisés, fractionnés par des stratégies contradictoires et des mésalliances, pèse plus fort dans les combats à venir. Il y a, venant de partout, une prise de conscience qu'au-delà du pluralisme et de la diversité nécessaires dans le mouvement démocratique, ce dernier agisse de concert à partir des valeurs qui le fondent: l'alternance, le respect des droits de l'homme, la séparation du religieux et du politique, la justice sociale. Ce serait le levain et la force dont aurait besoin le pays pour sortir de la tenaille dans laquelle il est pris, entre le pouvoir et l'islamisme.

— *Cela ne reste-t-il pas un vœu pieux tant que les démocrates se définissent en s'opposant entre "éradicateurs" et "dialoguistes"?*

Les choses sont, je crois, plus complexes que cet étiquetage schématique. S'il s'agit d'éradiquer le terrorisme afin de mettre fin aux massacres, aucun démocrate, je crois, n'exprimerait autre chose. S'il s'agit d'"éradiquer" ceux qui s'expriment dans l'islamisme politique, ce serait une autre question, car les trois millions de voix données au FIS ou aujourd'hui au Hamas et à Nahda expriment un courant idéologique qui existe et qu'on ne peut combattre que démocratiquement. C'est pourquoi, je ne me reconnais ni ne revendique aucune de ces étiquettes, de même que je ne me sens pas "ailleurs" pour utiliser une expression consacrée. N'étant membre désormais d'aucun parti politique, ni d'aucune association, j'essaie de penser et d'agir en fonction de ce que je crois essentiel dans le combat démocratique. C'est pourquoi j'estime important de dénoncer à la fois l'islamisme politique et le pouvoir car il n'est pas dans leur nature de promouvoir la démocratie. Cela dit, il est normal que les partis démocratiques inscrivent leurs actions dans des stratégies et des tactiques politiques. Refusant de m'enfermer dans la ligne des uns ou des autres et n'ayant aucune ambition d'en proposer une, je tente de réfléchir, de me positionner et d'agir en conscience avec tous ceux dont les objectifs, même partiels, vont dans le sens de mes convictions.

Pour le reste, j'ai un rapport profond avec mon pays par l'écriture car la fiction et la littérature permettent des champs plus féconds, parfois, que le

seul rapport à l'événement. C'est Borgès qui disait: "*Au fond tout événement est anachronique*".

Entretien conduit par
Nadjia Bouzeghrane